

à 6 p. 100, tandis que nos obligations nous rapportent 98. Hier le premier ministre m'a grondé parce que j'ai osé soulever la question d'économie lorsqu'il s'est agi de nommer un nouveau ministre d'outre-mer et deux sous-secrétaires.

Il a dit qu'il ne fallait pas prendre trop au sérieux mon plaidoyer en faveur de l'économie.

Monsieur l'Orateur, si le Nord-Canadien n'avait pas endormi la presse, le ministre connaîtrait le sentiment public d'un bout du pays à l'autre et saurait ce que le peuple pense de cette transaction qui, pour moi, est ni plus ni moins que scandaleuse. Ne pas parler d'économie quand le revenu est grevé d'un impôt afin de remplir le Trésor du Canada et nous permettre de rencontrer les besoins de la guerre. Mon honorable ami a lu Gladstone, le plus grand chancelier de l'Echiquier que l'Angleterre a jamais eu. Il y a bien des années, je lisais dans un de ses discours les paroles suivantes: "Tout chancelier de l'Echiquier qui néglige les petites économies est indigne de la position qu'il occupe." Le ministre réalise-t-il la situation actuelle? Est-ce qu'il ne sait pas que chaque homme, chaque femme en ce pays, fait des économies pour nous permettre de surmonter la crise terrible que nous traversons? Nous n'avons pas économisé un seul sou sur les dépenses ordinaires.

Je dis à l'honorable ministre que nous avons, en 1914, le droit de nous attendre de sa part à une réduction des dépenses ordinaires d'au moins 25 à 30 pour 100. Il ne l'a pas fait; au contraire, il les a augmentées. A la fin de la session, l'année dernière, le ministre a fait au Parlement une autre proposition scandaleuse, la transaction au sujet du Québec-Saguenay. Le projet comportait une dépense de plusieurs millions de dollars et on l'a référée à la cour de l'Echiquier. Sir Walter Cassels a dit, dans son jugement, qu'au moins les trois quarts de la réclamation des propriétaires du chemin de fer Québec-Saguenay ne devraient pas être payés par le Gouvernement. Si la transaction actuelle doit se faire, le moins que nous puissions attendre du ministre, c'est qu'il mette de côté toute idée d'arbitrage dont le résultat, tout le monde l'admet, sera favorable à Mackenzie et Mann, et qu'il renvoie toute la question, en ce qui concerne la valeur du capital-actions, à sir Walter Cassels, un homme éminemment en position de présider à une transaction de ce genre et en qui le peuple de ce pays a une entière confiance. Je suis sincère quand je proteste contre cette résolution et je répète que si le Nord-Canadien

n'avait pas endormi la presse canadienne, il n'y aurait pas, dans cette bâtisse assez de place pour loger tous les protêts et toutes les requêtes contre cette scandaleuse transaction.

L'hon. sir THOMAS WHITE: Mon honorable ami (M. Lemieux) a été le premier à introduire la politique dans l'étude de cette question. Il s'est lancé dans des périodes oratoires pour expliquer que durant les quatre ou cinq dernières années le Gouvernement a dû s'occuper de la situation financière du chemin de fer Nord-Canadien. J'aimerais à demander à mon honorable ami ce qu'il a eu à dire, durant les années où l'on a jeté les bases de toutes les difficultés que le présent Gouvernement a eu à résoudre depuis 1911, au sujet du Nord-Canadien, du Grand-Tronc-Pacifique et du Transcontinental national. Est-ce que mon honorable ami pense que le Gouvernement est allé à la recherche de ces problèmes? Ils existaient quand nous sommes arrivés au pouvoir. Ils se sont posés devant nous tous les ans, avec insistance et urgence. Le Gouvernement ne pouvait s'y soustraire, à moins de n'avoir égard ni au crédit de ce pays, ni au crédit des provinces, ni aux conditions financières, ni aux services que rendent ces compagnies de transport du Canada. A quoi se résume la situation, quant aux chemins de fer, aujourd'hui? Nous avons trois réseaux transcontinentaux quand nous devrions en avoir deux. Je n'ai pas le désir, ce soir, d'entreprendre une discussion, mais elle a été soulevée par mon honorable ami de Rouville, et je dois défendre le Gouvernement contre les accusations de l'honorable député. Nous avons trouvé le Transcontinental national inachevé. Le Transcontinental, de Moncton à Winnipeg, qui devait coûter \$60,000,000 selon l'estimation du ministre des Finances d'alors, coûte aujourd'hui \$200,000,000 au pays. Mon honorable ami dira-t-il que le Gouvernement est responsable de cette dépense? Qui est responsable des \$200,000,000 dépensés sur le Transcontinental national? Prenons maintenant la question du Grand-Tronc, mentionné dans le rapport Drayton-Acworth. Qui est responsable de l'opération qui a amené l'état de choses par lequel le Grand-Tronc est garant jusqu'à concurrence de \$5,000,000 annuelle-ment des obligations émises par le Grand-Tronc-Pacifique? Est-ce ce Gouvernement? Il ne peut pas en être responsable, parce que ce marché a été fait en 1904, plusieurs années avant son avènement. Nous avons dû trouver de l'argent pour l'achèvement du Transcontinental national. Nous avons